



Elections européennes 26 mai

avec
IAN BROSSAT

#EuropeDesGens

ARGUMENTAIRE

Contre la construction libérale de l'Union Européenne

Le PCF a toujours combattu et combat toujours le "modèle européen", la construction capitaliste de l'UE, incarnés par les traités en vigueur ! Ce « modèle » a pour tare fondamentale de soumettre la construction européenne et les relations entre les peuples d'Europe au marché et à la concurrence, quitte à bafouer la souveraineté des peuples.

Cela a des conséquences très concrètes : 10 ans après l'éclatement de la crise du capitalisme à laquelle les classes dirigeantes européennes n'ont répondu que par le renforcement des politiques libérales, l'emploi est en miettes dans l'UE. L'UE concentre 10 millions de pauvres en plus depuis 10 ans. Dans le même temps, l'accaparement des richesses par les classes dominantes est de plus en plus fort. 176 milliards de dollars de dividendes ont été distribués en Europe au 2e trimestre 2018, ce qui représente une hausse de 19% par rapport à 2017. Autant l'UE se montre avare en dépense sociale, autant elle est généreuse avec les banques privées et peu regardante pour la fiscalité des entreprises. La BCE a versé 3000 milliards d'euros aux banques et aux marchés financiers sans aucune contrepartie depuis 2010. L'évasion et l'optimisation fiscale représentent 1000 milliards d'euros chaque année. Elles coûtent 2000 euros par an et par Français.

L'ensemble du dispositif de l'UE, qui a fortement vacillé en 2010 -2012, risque de se retrouver emporté par la crise financière internationale qui s'annonce. Nous ne nous reconnaissons pas dans le chantage imposé aux peuples : soit la poursuite du corset austéritaire, soit l'éclatement du continent dans des ensembles rivaux et concurrents. Face à la montée de l'extrême droite et des courants xénophobes et autoritaires il y a urgence !

Quelle est l'originalité de notre liste ?

- 1- Nous portons la bataille contre les classes dominantes à la fois au niveau national et au niveau européen. Quand il s'agit de s'en prendre aux conquêtes sociales et démocratiques dans chacun des pays européens, quand il s'agit d'adopter les directives de libéralisation, les classes dirigeantes européennes savent se retrouver. Par conséquent, la bataille contre les intérêts des classes dirigeantes et la riposte populaire et citoyenne concernent à la fois le niveau national et européen.
- 2- Nous portons la vision d'un espace européen qui respecte la souveraineté des peuples et leur permette de construire des coopérations entre eux, plus nécessaires que jamais : dans l'économie, le social et l'écologie, la culture et les échanges humains, l'action diplomatique pour un monde pacifique et solidaire... Cette conception n'est pas nouvelle : nous l'avions portée lors du référendum de 2005.
- 3- Nous portons la bataille dans tous les espaces qui nous permettent d'ouvrir de nouvelles brèches dans cette Europe libérale et autoritaire :
 - a. Au niveau des États, plus puissants que jamais dans l'UE. Le gouvernement français notamment porte une responsabilité considérable dans les décisions de l'UE.
 - b. Au niveau du Parlement européen qui vote, avec les chefs d'États et de gouvernement, les décisions européennes, directives et règlements. Si nous nous présentons au Parlement européen, c'est parce que son rôle est plus important qu'on ne le croit souvent.
 - c. Au niveau de la commission européenne, de la BCE et de la cour de justice de l'UE. Nous ne les laissons pas « tranquilles » sous prétexte qu'elles ne sont pas élues par les peuples. Le Parlement européen et les actions citoyennes puissantes peuvent exercer une pression non négligeable sur ces institutions.
- 4- Nous ne sommes pas seuls en Europe ! Notre liste porte l'ambition de rapprocher des travailleurs, des progressistes d'autres pays européens, à dégager des convergences, à organiser des initiatives communes : l'union fait la force ! C'est dans cet esprit que le PCF s'engage de longue date à élargir nos liens de solidarité au sein du groupe de la "Gauche unitaire européenne" du Parlement de Strasbourg (GUE) et du Parti de la Gauche européenne (PGE) ou encore avec des militants syndicaux, des acteurs du monde associatif, des personnalités progressistes de différents pays.

Ouvrir des brèches dans la construction libérale de l'UE

Pour ouvrir des brèches dans la construction libérale de l'UE et faire émerger une autre vision de la coopération entre les peuples et les nations d'Europe, nous défendons des mesures qui sont contraires à la logique libérale qui est l'assise des traités européens.

Parmi nos grands axes de campagne, citons notamment :

A- L'emploi, les salaires, la protection sociale et les retraites : le social au cœur des coopération entre les peuples !

Par exemple :

- Harmonisation sociale par le haut en instaurant la clause de la nation la plus favorisée. Mise en place d'un système européen de salaire minimum permettant à tous de vivre dignement de son travail.
- Menée d'une bataille pour l'interdiction des délocalisations dès lors qu'un site est bénéficiaire et interdiction des délocalisations intracommunautaires.
- Mise en place d'un système garantissant une égalité complète entre détachés et locaux et menée dans la durée une bataille pour l'abolition du statut actuel des travailleurs détachés.
- Le gouvernement français doit prendre des mesures pour protéger les emplois et les secteurs économiques menacés par le Brexit.

B- Le développement et le financement des services publics

Par exemple :

- Moratoire sur de nouvelles libéralisations et évaluation des libéralisations déjà décidées.
- Création d'un fonds européen pour le développement des services publics, de développement social et écologique financé par la BCE.
- Menée de la bataille pour extraire les services publics du droit européen de la concurrence

C- Une approche sociale de la transition écologique

Par exemple :

- Bannissement de toute mesure visant à faire choisir le plus grand nombre entre progrès social et avancée écologique ! Nous pointons les grandes sources de pollutions "oubliées" dans les discours officiels tels le tout-camion au détriment du rail ; les compagnies aériennes et leur kérosène non taxé; les porte-conteneurs géants qui incarnent jusqu'à la caricature les effets pervers de la mondialisation capitaliste...

- Élaboration au niveau européen d'une stratégie de développement et d'une stratégie industrielle écologiquement soutenable (exemple : action en faveur d'un vaste programme pluri-annuel de ferroutage).
- Instauration d'un service public de la rénovation énergétique en territorialisant les objectifs, pays par pays, région par région et mise en place de financements pour les collectivités territoriales pour les aider à réaliser ces objectifs.
- Réforme de la politique agricole commune en concertation avec les organisations agricoles alliant l'impératif d'un travail rémunérateur et celui d'une agriculture paysanne libérée de la pression du rendement à tout prix et du recours aux pesticides.

D- Reprendre le contrôle des moyens financiers

Par exemple :

- Retrait des dépenses d'intérêt général du calcul de la dette et du déficit (mesures liées à l'emploi, aux salaires, aux retraites, à la lutte contre la pauvreté et le dérèglement climatique) et mener dans la durée une bataille pour remettre en cause du pacte budgétaire et du pacte de stabilité et de croissance jusqu'à son abolition.
- Menée de la bataille pour la redirection des missions de la BCE vers des projets de développement des services publics et de redéfinition d'un modèle de développement industriel et écologique. Mener dans la durée la bataille pour la refonte des statuts de la BCE afin de la placer sous contrôle démocratique.
- Lutte effective contre l'évasion fiscale par la mise en place de la territorialisation de l'impôt et le prélèvement à la source pour les entreprises. Les résultats des entreprises doivent être publiés par pays par pays.
- Lutte contre les paradis fiscaux internes à l'Union Européenne en remettant en cause de la compétition fiscale entre Etats en harmonisant par le haut les impôts sur les sociétés.

E- Faire vivre l'impératif de la souveraineté populaire et de l'alignement des droits vers le haut

Par exemple :

- Renforcement l'implication des citoyens dans les décisions européennes sur le modèle de la campagne du « non de gauche » contre le TCE en 2005. Dans le prolongement de ces

grands débats citoyens, implication des assemblées élues, au premier lieu le Parlement national, dans le processus d'élaboration des décisions européennes pour déterminer vis-à-vis des institutions européennes quelles sont à la fois les priorités et les "lignes rouges" de la nation sur les grands choix à faire sur le plan européen.

- Fixation au niveau européen une date butoir pour la réalisation effective de l'égalité salariale femmes - hommes.

F- Un engagement permanent pour la paix et mise en place d'un espace de protection contre les désordres mondiaux

Par exemple :

- Séparation totale de l'Union européenne d'avec l'OTAN que nous considérons comme totalement illégitime. Nous nous opposons aux dispositifs de « défense européenne » totalement compatibles avec l'OTAN.
- Ouverture de négociations pour un traité paneuropéen de sécurité collective et de coopération couvrant tous les pays du continent à la suite d'une conférence paneuropéenne (conférence « Helsinki 2 ») afin de briser les dangereux engrenages de tensions économiques, diplomatiques et militaires entre les pays occidentaux et la Russie. Cette Conférence devait se tenir sous l'égide des Nations - Unies et dans le respect des principes de la Charte de l'ONU.
- La connaissance de la culture de l'autre est un facteur essentiel de rapprochement des peuples. Le système des bourses "Erasmus" est à développer pour que tous les jeunes puissent en bénéficier.
- Accueillir dignement les migrants dans le respect des conventions internationales et accueil inconditionnel des mineurs, notamment les mineurs isolés. Réorienter Frontex vers le sauvetage en mer, délivrer des visas humanitaires au plus près des zones de tension, organiser la refonte globale du Règlement de Dublin en supprimant la notion de premier pays entrant et l'interdiction du délit de solidarité. Ouvrir le statut de réfugié -e-s à toutes celles et tous ceux qui sont contraints à l'exil forcé et organiser par des voies légales et sécurisées le droit à la mobilité pour toutes et tous.
- Revenir sur les accords de libre -échange existants et interrompre les négociations en cours sur la base d'un mandat de négociation approuvés par le Parlement européen. Création d'outils de défense commerciale permettant de prendre des sanctions en cas de dumping social et environnemental.

Pour une autre vision des coopérations entre les peuples d'Europe

Notre vision européenne est celle d'une **"Union de nations et de peuples souverains et associés"**:

- UNION, à l'opposé du "chacun pour soi" ;
- NATIONS, car elles sont une réalité à respecter dans leur diversité ;
- PEUPLES, qui doivent être le cœur d'une construction européenne digne de ce nom ;
- SOUVERAINS et ASSOCIÉS : l'association est une exigence essentielle à l'heure des interdépendances, mais le choix souverain des domaines dans lesquels un peuple souhaite s'associer à d'autres est la condition incontournable de sa réussite dans la durée. Aucun peuple ne peut être entraîné dans un engrenage remettant en cause ses choix fondamentaux et son modèle de société.

C'est ce que les communistes appellent **"L'Europe à géométrie choisie"**, étant entendu que tout choix doit être cohérent : ainsi, l'on ne peut pas attendre la solidarité des autres et refuser de la leur témoigner en retour.

Des réalisations menées dans un ou plusieurs pays européens peuvent servir de point d'appui.

Par exemple :

- La taxation des transactions financières : cela fut déjà le thème d'un projet de coopération renforcée entre quelques États de l'UE en 2010.
- Un accord pour l'abolition de la partie illégitime de la dette des états européens à travers la tenue d'une conférence sur la dette avec les états européens les plus concernés
- La mise en place d'un système de SMIC européen, en prenant appui sur les réalisations gouvernementales concrètes (en Espagne, au Portugal par exemple).

Telles sont, résumées, les principales orientations dont Ian Brossat et ses colistiers et ses colistiers seront porteurs dans cette campagne d'ici les élections du 26 mai prochain.

Plus le rassemblement autour de ces axes - appelés à être enrichis par une saine confrontation des idées - sera large et représentatif des grands courants progressistes de notre peuple, et plus grandes seront nos chances de les faire émerger parmi les exigences appelées à s'imposer dans

l
e